



SECTIONS DU VAR

Monsieur le Président,

Depuis plus de trois mois, les salariés, retraités, jeunes et privés d'emploi sont mobilisés et déterminés à obtenir le retrait de la contre-réforme Macron/Borne sur les retraites et sa mesure phare de repousser l'âge légal de la retraite à 64 ans.

Par sa décision du 14 avril, le conseil constitutionnel a validé l'essentiel des articles de cette loi. Le peu d'ambition qu'elle contenait sur l'emploi des seniors, le droit à l'information, la pénibilité pour les contractuels de la fonction publique... ont disparu du texte final.

Cette loi est injuste, car elle aggrave les inégalités déjà présentes dans le système actuel. Cette loi est brutale, parce qu'aucune urgence, pas même comptable, ne justifiait d'aller ainsi au pas de course et d'escamoter la consultation des partenaires sociaux.

Le président MACRON a décidé de ne rien entendre et de brutaliser la démocratie ! Que ce soit la démocratie parlementaire en bloquant le débat, que ce soit la démocratie sociale, en rejetant nos propositions alternatives de financement, ou encore la démocratie citoyenne en ignorant la voix de millions de manifestants.

Comble du mépris, il a promulgué sa loi sans délai. Mais la détermination est toujours là, lui et son gouvernement doivent aujourd'hui entendre le bruit des casseroles, PARDON ! « des dispositifs sonores portatifs » à chacun de leurs déplacements !

Espérons que le conseil constitutionnel, qui doit rendre une nouvelle décision aujourd'hui sur un deuxième Référendum d'Initiative Partagée, entende cette colère.

Pour l'intersyndicale FO-Solidaires-CGT des Finances du Var, 64 ans c'est toujours NON. De ce fait, elle revendique l'abrogation de cette loi.

Pour ce qui nous réunit aujourd'hui, force est de constater que là aussi, on fait fi des organisations syndicales et de leurs revendications. L'action sociale au ministère est mal menée, voire brutalisée.

Afin de défendre nos conquêtes et le fruit de nos luttes, nous déclarons :

- **NON à la disparition du réseau départemental d'action sociale**
- **NON à la vente des résidences de vacances EPAF**
- **NON à la nouvelle gouvernance des associations**
- **NON à la baisse des budgets de l'action sociale**
- **NON à la disparition programmée des CDAS**

Pour marquer notre opposition à ces entreprises de destructions, l'intersyndicale FO-Solidaires-CGT des Finances du Var ne siègera pas à ce Conseil Départemental de l'Action Sociale.